

« Usine à cochons ». Un collectif se crée

Le 1^{er} avril 2016, le préfet du Finistère accordait à Philippe Bizien le droit d'agrandir sa porcherie, l'Avel Vor, à Landunvez. Une association a continué à s'y opposer. Elle est rejointe aujourd'hui par d'autres, de plus grande ampleur. Hier, Bretagne vivante, Eau et Rivières de Bretagne, l'UFC-Que Choisir, Avenir et Environnement en pays d'Iroise (AEPI), l'Association de protection et de promotion de la Côte des Légendes (APPCL) et Agir pour un environnement et un développement durables (AE2D) ont présenté à la presse leur collectif « Landunvez : non à l'usine à cochons ». Ils veulent mobiliser le public contre cette exploitation qui a quasiment atteint, selon M. Bizien que nous avons contacté hier, les 850 reproducteurs après un an de travaux. Ils peuvent donner naissance à plus de 13.000 porcs, deux fois par an, pour une production annuelle autorisée de plus de 26.000 animaux.

Un recours devant le tribunal administratif

« Nous avons déposé un recours devant le tribunal administratif de Rennes, contre la décision du préfet, indique le collectif. Mais cela risque de prendre encore deux ou trois ans et ce n'est pas suspensif. Nous souhaitons donc mobiliser l'opinion ». Une pétition en ligne a recueilli un peu moins de 3.300 signatures en un an. Les opposants rappellent, entre autres, que le commissaire enquêteur avait donné un avis défavorable. Ils décrivent des nuisances, dans le bourg,



Des membres du collectif contre la porcherie de Landunvez, qui espère encore franchir l'objectif d'échouer un projet déjà abouti dans les faits.

graves et diverses. Sans compter la rivière et la plage de Penfoul, qui a parfois été fermée ces dernières années.

L'exploitant se défend

Pour eux, le coupable, c'est la porcherie de M. Bizien. Ce dernier rappelle que tout est contrôlé, tout est aux normes, environnementales et de bien-être animal. Il se dit fatigué de ces attaques répétées. Les opposants indiquent que quasiment toute la population les soutient. L'exploitant en rit : « C'est loin d'être le cas et je reçois même des soutiens auxquels je ne m'attendais pas. Ils ont du mal à mobiliser localement, alors ils cherchent ailleurs. Ils disent que l'on nuit au tourisme. Mais on peut très bien faire les deux et

je rappelle que l'agriculture reste première activité ici. Quand ils disent que je pollue la rivière, je leur dit qu'ils n'ont qu'à m'attaquer au tribunal ! Pourquoi ne le font-ils pas ? Le collectif aimerait avoir plus de données scientifiques sur la qualité de l'eau et de l'air. Les études coûtent cher. Reste à savoir, si une pollution devait être constatée et mesurée, qui viendrait de l'Avel Vor et ce qui viendrait des autres activités agricoles des logements dans les alentours. Au-delà de ce cas précis, les associations battent contre un modèle agricole qu'elles jugent mauvais à tous points de vue : la qualité de la production, les répercussions sur la santé et l'environnement, le coût en subventions.

Teleg 2016/2017